

De plus, le ministre semble ne pas comprendre le sens du mot restriction ni que cela demande certains efforts de la part du gouvernement. Voici une autre déclaration qu'a faite le ministre le 27 janvier et, si cela ne témoigne pas de la confusion qui règne dans son esprit, cela prouve seulement une fois de plus sa malhonnêteté sur le plan intellectuel.

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'est un beau choix que vous m'offrez.

M. Stanfield: C'est le seul choix que je puisse offrir au ministre, mais si je lui rappelle sa déclaration à propos de mai prochain, peut-être trouvera-t-il que je n'ai pas été si mesquin en lui offrant ce choix. A Toronto, il a déclaré:

A propos, je remarque que M. Stanfield a récemment suggéré que nous accordions un stimulant de plus en réduisant davantage les impôts. Il faut croire qu'il s'est converti à nos idées car au cours de la campagne électorale de l'été dernier il prônait encore sa vieille politique de restrictions financières et monétaires, d'équilibre budgétaire, de contrôle du crédit à la consommation et bien sûr, de contrôle des prix et salaires.

Le ministre est-il mêlé? Au cours de la campagne électorale j'ai prôné des réductions sélectives d'impôt, j'ai fait voir que l'argent nécessaire pour compenser ces réductions et pour couvrir d'autres dépenses pouvait être dégagé par l'instauration d'une certaine discipline dans les dépenses de l'État, par exemple par la mise en œuvre d'un programme sérieux de suppression du gaspillage. Mais sur le chapitre des dépenses, je me suis montré bien timide en comparaison du ministre des Finances. J'aimerais bien l'entendre justifier les promesses vraiment injustifiables faites par son parti au cours de la campagne électorale, spécialement dans cette ambiance de modération dont on nous a tant rebattu les oreilles. Il pourrait ainsi nous donner une belle leçon d'agilité dans cette année du lièvre.

Il est tout à fait intéressant et significatif de voir le ministre des Finances continuer de déformer mon point de vue. Je me demande pourquoi il se donne cette peine. Après tout, c'est bien son parti qui a gagné les élections. Pourquoi continue-t-il de déformer les solutions que j'ai proposées pendant ma campagne? Il est vrai que j'ai parlé d'équilibre budgétaire—équilibre qui devait être atteint principalement par une mise en ordre des dépenses de l'État. J'ai dit que nous pourrions envisager des mesures de contrôle du crédit, que nous en tiendrions compte dans l'application de la modération monétaire.

Il est certain que j'ai affirmé la nécessité d'un contrôle global des prix et des revenus. Bien sûr le ministre a parlé de contrôle des prix et des salaires, pour les besoins de sa cause. Mais il s'agissait d'un contrôle des prix et des revenus, sur lequel il cherche maintenant à obtenir l'accord du pays. Je suppose que je me suis même appliqué à prêcher la religion de papa, mais non pas de la façon que le ministre l'entend.

Mais je n'ai jamais prôné de mesures de resserrement fiscal et monétaire pour résoudre l'inflation. En fait, le principe même sur lequel reposait notre programme—et je pense que le ministre l'a bien compris—était que seul un programme sévère permettait de combattre l'inflation sans recourir à des solutions fiscales et monétaires très restrictives et au chômage massif. J'ai présenté ce programme—et le ministre le sait parfaitement—comme un cadre d'action pour la lutte à l'inflation et parallèlement pour la poursuite d'une politique raisonnablement expansionniste.

Droit fiscal

Je n'ai pas manqué, bien sûr, de parler abondamment de l'inanité de la politique monétaire appliquée depuis des années par le gouvernement, et du rôle que cette politique a joué dans l'aggravation de l'inflation. Mais je n'ai jamais parlé, comme le prétend le ministre, d'appliquer une politique d'argent rare ni de hausser les impôts sur le revenu.

Pourquoi le ministre juge-t-il nécessaire à ce stade-ci de sa carrière—et de la mienne—de fausser une position que j'ai prise par le passé? La seule excuse à laquelle je puisse penser, c'est le sentiment d'insécurité qui le met dans de mauvais draps. Je ne parle pas de sa position en tant que ministre des Finances, mais de la position de ses politiques de ministre des Finances. Ce n'est pas seulement par manque de confiance dans ses politiques qu'il juge nécessaire de continuer à fausser celles que j'ai préconisées.

Je ne sais pas ce que le gouvernement actuel prend au sérieux, à part sa volonté de rester au pouvoir, et je ne suis certes pas prêt à croire qu'il est sérieux au sujet de la discipline et des restrictions ou même de la suppression du gaspillage dans les dépenses de deniers publics. Il aura beaucoup à faire pour me faire changer d'opinion là-dessus.

Je répète les trois objectifs de cet amendement. Premièrement, protester contre le manque de direction et la baisse constante de crédibilité du gouvernement face aux graves problèmes économiques et sociaux; deuxièmement, attirer l'attention sur l'augmentation éhontée des recettes provenant des impôts sur le revenu des particuliers et, troisièmement, souligner le besoin de restrictions et de discipline dans les dépenses que le gouvernement doit prendre au sérieux.

Les députés de l'opposition officielle appuieront l'amendement pour les raisons que j'ai exposées et nous nous réjouissons de l'appui de députés d'autres partis à la Chambre qui considèrent ces objectifs comme valables.

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent).

M. Stanfield: Madame l'Orateur, je soulève la question de privilège. J'aimerais retirer une remarque que j'ai faite, que je ne voulais pas aussi blessante qu'elle l'a semblé, où j'ai comparé le ministre à un serpent en train de muer. Je ne crois pas qu'elle était indiquée. Je tiens à m'excuser et à me rétracter.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Madame l'Orateur, les 817,000 Canadiens qui sont sans travail aujourd'hui auraient trouvé grand profit à assister à la période des questions de cet après-midi à la Chambre des communes. D'une part, ils auraient vu le ministre des Finances (M. Turner) faire face avec le sourire à la pire situation économique de l'histoire du Canada depuis la crise économique, et d'autre part, ils auraient vu le parti conservateur affronter la même situation économique en sifflant avec l'insouciance joyeuse d'une fanfare militaire. Bien sûr, l'air qu'ils jouaient avait quelque chose de royal. Ni d'un côté ni de l'autre on a tenté sérieusement de décrire ou d'aborder la situation économique qui prévaut actuellement au Canada et qui est sensiblement la même dans la plupart des pays du monde occidental. En disant cela, j'affirme aussi qu'il est extrêmement grave...